

> même «seulement» huit jours tous les trois ans, n'a plus de valeur. Sans moyen pour aller ailleurs, vous êtes coincés.

J'ai ce même sentiment en regardant ces vallées du Gard ou de l'Aude (c'est peut-être un peu différent dans l'arrière-pays niçois où les inondations sont plus exceptionnelles) inondées par des événements méditerranéens. Sur les images, on sent bien que les victimes sont piégées à vie, sans solution pour quitter cet endroit. Ce mécanisme de création d'inégalités pose question quand on pense adaptation.

Précisons tout de même, car on n'en parle pas beaucoup, que la France est dotée d'un plan national visant une adaptation effective dès le milieu du XXI^e siècle à un climat régional en métropole et dans les outre-mer cohérent avec une hausse de température de 1,5 à 2 °C au niveau mondial. La région est la bonne échelle, car les problèmes sont différents selon que vous êtes sur les côtes charentaises ou bien sur les stations de moyenne montagne. Et à un niveau inférieur, le plan climat-air-énergie territorial que chaque intercommunalité regroupant plus de 20 000 habitants doit mettre en place, prévoit un volet atténuation (et un autre dédié à l'adaptation).

Nous parlons d'une situation qui va empirer, mais dans certaines régions du monde, le paroxysme est déjà là. Par exemple, rien que pour l'année 2019, 23 millions de personnes se sont déplacées, chassées par des inondations ou des ouragans.

Jean Jouzel: Oui, en mars 2019, les énormes inondations au Mozambique m'ont marqué. Une ville entière, Beira, qui comptait 500 000 habitants, a été détruite par les eaux apportées par le cyclone Idai. On déplore plus de 700 victimes. Trois raisons climatiques obligent les gens à quitter l'endroit où ils vivent: l'élévation du niveau de la mer, les inondations et les sécheresses empêchant la sécurité alimentaire d'être assurée. Mais, le plus souvent, on a envie de rester où l'on est tant que l'on peut y vivre normalement.

La recrudescence d'événements extrêmes met davantage de populations sur les routes, même si parfois une partie revient à l'endroit qu'elle a quitté. Nous en avons discuté au Giec, avec prudence cependant parce que la migration est aussi d'une certaine façon une technique d'adaptation, mais elle est quand même brutale.

Pour ce qui est de l'atténuation, on sait en grande partie sur quels leviers il faudrait agir (isolation thermique, mobilité...). Pourtant la mise en œuvre tarde. Pourquoi?

Jean Jouzel: Nous en avons un exemple sous les yeux avec la Conférence citoyenne pour le climat. Je suis dans le comité de gouvernance, et je me suis par exemple intéressé à l'évaluation des mesures proposées sur les émissions de gaz à effet de serre. À quoi ressemblera la loi chargée de reprendre les 146 propositions (sur les 150 initiales, quatre ont été retoquées: une par les citoyens, trois par le président de la République) et dont on nous annoncera les contours d'ici à fin janvier? On voit déjà que certaines sont déjà rabotées. Un seul exemple. Un malus devait concerner les véhicules de plus de 1,4 tonne, et ce sera 1,8 tonne: la part du parc automobile concernée est divisée par 10, sinon plus!

concrètes pour financer la transition écologique et solidaire en Europe. Après cinq ans, on a compris que la transition énergétique est techniquement possible. Les enjeux sont énormes. Par exemple, en France, selon l'Ademe, il y aurait entre 600 000 et 900 000 emplois nets créés d'ici à 2050.

Lors de la crise du Covid-19, le gouvernement a mobilisé énormément d'argent à côté duquel les investissements nécessaires pour réussir la transition énergétique sont minimes. Là aussi, un peu de volontarisme serait le bienvenu.

Paradoxalement, une bonne nouvelle est venue de Chine, un des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre. Xi Jinping a annoncé la neutralité carbone d'ici à 2060. On est tenté de le prendre au sérieux, car il doit tenir compte des jeunes chinois qui ne peuvent plus respirer en ville et surtout de la grande fragilité du pays face au changement climatique.

Les cartes du projet

Explore montrent qu'à l'horizon 2050 les débits des fleuves et des rivières français diminueront de 10 à 40 %, voire plus

Je crains qu'au final, cette loi n'atteigne pas son objectif, à savoir mettre la France sur une trajectoire conduisant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici à 2030 par rapport à 1990. Je pense qu'il faudrait adopter toutes les mesures des citoyens sans les dévoyer. On est loin du compte. La volonté politique manque.

N'y a-t-il pas des lueurs d'espoir qui aideraient à garder un peu d'optimisme?

Jean Jouzel: Quelques-unes peut-être. Citons ce pacte finance-climat que nous avons lancé avec Pierre Larroustourou en 2015: l'idée est d'élaborer des solutions

En effet, le pays est menacé dans les régions côtières et dans l'Himalaya. Par ailleurs, la Chine a compris que le développement économique passe désormais par la transition écologique.

Joe Biden, nouveau président des États-Unis a lui aussi annoncé la neutralité carbone de son pays d'ici à 2050.

Alors, finalement, peut-être que les choses bougent. J'aimerais tellement qu'on y arrive, parce que c'est un problème très sérieux, un peu pour ma génération, mais beaucoup pour les suivantes. ■

**PROPOS RECUEILLIS
PAR LOÏC MANGIN**